

Bulletin semestriel de conjoncture – Premier semestre 2009.

Posté le : 20 décembre 2008 10:45 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture

Comme nous l'avons annoncé dès 2006, l'année 2009 sera une année de récession globale, notamment en France. Pour la première fois l'Insee rejoint nos prévisions mais avec encore un effet de frein : les chiffres pour 2008 seront probablement révisés.

De combien le PIB se contractera en 2009 ? Probablement la baisse sera autour de 2%, chiffre jamais vu depuis les années 30. Compte tenu de la part gigantesque du secteur public en France, cela veut dire une restriction très forte dans le secteur marchand provoquant une rapide montée du chômage et des faillites, bien que ce soit surtout en 2010, 2011 que ces chiffres augmenteront vraiment.

Le fort désendettement en cours continuera malgré le très bas coût de l'argent. Il mettra en difficulté toutes les entreprises endettées et les institutions financières. Les épargnants perdront encore beaucoup d'argent.

Tous les secteurs seront concernés sans aucune exception. Le fait apparaîtra avec les premiers bilans du premier trimestre 2009 qui aggraveront la sinistrose et l'abstention des investisseurs.

Des dangers exceptionnels planent par ailleurs sur la planète. La multiplication des dévaluations compétitives est le principal.

Les Etats-Unis continuent une politique purement individualiste de sortie de crise en se moquant totalement de la valeur extérieure du dollar. Les nouveaux créanciers en dollars risquent d'y perdre beaucoup. Ils seront moins disposés que les Allemands et les Japonais, alliés fidèles des américains, à en supporter seuls le coût.

Le Royaume Uni a commencé une politique de dévaluation massive qui va continuer. La Russie est également sur le même chemin. La Chine a déjà dévalué deux fois. De plus en plus de petites monnaies seront dans une situation désastreuse.

Le commerce international s'en trouvera totalement chamboulé. L'Europe n'acceptera pas d'entrer dans une phase de déflation des prix et des salaires pour sauvegarder ses parts de marché. De très gros dangers proviennent du front des monnaies dans un système de changes flottants qui permet à la fois toutes les manipulations et aucun ajustement automatique d'équilibre.

Un tel désordre monétaire dans des sphères économiques désormais très fortement imbriquées est lourd de menaces systémiques et politiques. L'impatience des opinions et des Etats commencera à se manifester et provoquera nécessairement une réaction des politiques.

Les difficultés des très grandes entreprises cotées empêcheront toute reprise de la bourse, les investisseurs craignant de mauvaises surprises en série avec des possibilités de grandes faillites. Il faudrait pour qu'une reprise ait lieu que les mesures de relance gouvernementale marquent une reprise des ventes et de la rentabilité. Compte tenu des baisses de la demande de plus de 20% dans de nombreux secteurs, l'action des gouvernements paraît totalement insuffisante pour atteindre ces

résultats.

L'imbrication des économies rend de toute façon un plan purement national sans efficacité.

Il est probable que la multiplication de l'émission de dollars (à un taux d'intérêt négatif !) et l'accumulation des déficits publics partout provoquent des craintes sur la valeur à venir des monnaies et un certain déplacement de l'épargne liquide vers l'or.

Un commerce international au point mort, des investissements très ralentis, une épargne fortement atteinte par la baisse des marchés, une formation de capital brut arrêtée, un système financier fragilisé et au bord de la rupture, des Etats au bord de la faillite, rien dans la situation que l'on observe à la veille de 2009 ne conduit à l'optimisme.

Si le cartel du pétrole parvient à répéter une opération de type 1974 de hausse massive du prix du pétrole moyennant des restrictions sévères de production, la situation globale en sera durablement aggravée.

Reste la possibilité d'une gestion internationale de la crise mieux concertée avec la mise en œuvre de réformes de structure comme la suppression des changes flottants, l'apurement concerté d'un certain nombre de dettes irrécupérables, et la mise en place d'un système monétaire mondial obligeant tous les Etats au respect de certaines disciplines et provoquant une reprise concertée des affaires.

On a bien le droit de rêver !

20 Décembre 2008

Cercle des économistes e-toile.